

DÉCLARATION

MOBILISER POUR LA DÉMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE



La gestion dictatoriale et patrimoniale du Tchad a conduit le pays dans un abîme. Nonobstant le décès du dictateur Président, une ère de transmission dynastique du pouvoir est ouverte avec la bénédiction de l'ancienne puissance tutélaire, dans un climat de répression intolérable. Cette situation a conduit les universitaires, les intellectuels et les cadres nationaux conscients, sans distinction de religion, d'ethnie, de clan à créer l'Association **MOBILISER POUR LA DÉMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE (MDBG)**. Cette Association a été portée aux fonts baptismaux le 23 juillet 2021. Elle a pour objet de :

- Promouvoir la culture de la démocratie et de la bonne gouvernance ;
- Développer toute action, réaliser toute étude et recherche susceptibles de renforcer l'Etat de droit, la bonne gouvernance et la culture de la démocratie ;
- Veiller à la prévention et au respect des Droits de l'Homme ;
- Contribuer, sans distinction d'origine religieuse ou politique, à la solidarité entre les communautés nationales ;
- Lutter avec d'autres associations et organisations contre toute forme de ségrégation, de discrimination et d'injustice.

C'est sans doute une opportunité historique, de combattre le pouvoir vampirique, personnel et oligarchique instauré par le néocolonialisme, en l'occurrence, la FRANCAFRIQUE et entretenu par ses laquais locaux.

Ce combat passe par l'instauration de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la rénovation politique.

Tout le monde parle de DÉMOCRATIE et de GOUVERNANCE. Parle-t-on de la même chose ? Une caractérisation des concepts Démocratie et Gouvernance est un indispensable préliminaire.

1. LA DÉMOCRATIE

La Déclaration des Nations unies pour le millénum a affirmé que nous ne devons pas épargner l'effort pour la promotion de la *démocratie* et le renforcement des règles de la loi. La démocratie suppose que tous les citoyens sont égaux en droit, et ont en particulier celui de participer en toute liberté au pouvoir souverain. Le problème fondamental de la démocratie est de concevoir comment le peuple peut exercer son pouvoir politique.

La démocratie est l'incarnation de l'idéal selon lequel, les décisions qui engagent la société dans son ensemble, doivent être prises par tous les membres qui la composent, chacun ayant le même droit de participer au processus décisionnel. La démocratie implique l'exercice effectif des libertés individuelles et collectives, la garantie de l'égalité de tous les citoyens, leur participation libre et réelle à la prise de décision. Elle obéit donc à deux principes fondamentaux, celui du contrôle des membres de la société sur le principe de prise de décision collective, et celui de l'égalité des droits de chacun dans l'exercice de ce contrôle.

La démocratie est une valeur qui renferme l'inextinguible soif, l'inaliénable vocation de la personne à prendre en charge son développement, tant sur le plan individuel que collectif. Elle est une dynamique inscrite dans l'histoire des sociétés humaines qui dépasse le simple aménagement des rapports sociaux et politiques. Elle embrasse le champ économique, social et culturel.

2. LA BONNE GOUVERNANCE

Il est acquis qu'il n'y a pas de relation mécanique entre la démocratie et la gouvernance. Cependant, il apparaît que la gouvernance ne saurait se justifier uniquement au regard des bonnes performances économiques qu'elle permet. Pour être humainement et socialement acceptable, la gouvernance doit se donner pour objectif de promouvoir le développement démocratique.

A l'inverse, le respect des principes démocratiques conditionne la mise en œuvre harmonieuse, en atténuant le coût politique et social.

Nombreux acteurs impliqués dans le processus de développement, notamment en Afrique, usent du concept de gouvernance : les responsables des institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI), les organisations multilatérales et bilatérales de coopération, les organisations internationales et nationales non-gouvernementales. Cette pluralité et cette diversité d'approches reflètent les sensibilités différentes

La notion de gouvernance permet de légitimer de nouveaux rapports entre la politique et l'économie. En effet, dans un contexte où l'on prône la réforme de l'Etat, alors que la frontière entre le secteur privé et le domaine public, entre intérêt général et intérêt particulier s'efface progressivement, le concept de gouvernance suppose de nouveaux modes d'élaboration des politiques publiques, centrés sur la négociation, tout comme de nouvelles manières de les mettre en œuvre par le biais de partenariats. La notion de gouvernance conduit donc à repenser les relations entre les différents acteurs sociaux, économiques et politiques sur le mode d'une interaction, se fondant sur le principe de la relativisation de la puissance publique à différents niveaux : locaux, nationaux et internationaux.

La conception de la gouvernance est liée à l'idée de gestion. On entend redéfinir les processus classiques de prise de décision. Dans le contexte de crise de l'Etat, il est apparu nécessaire de repenser les rapports entre les différents acteurs, que ce soit au sein des entreprises, dans les Etats nationaux ou dans le système mondial.

La gouvernance peut se comprendre comme l'ensemble des mécanismes de gestion d'un système social en vue d'assurer des objectifs communs. Elle possède deux acceptions courantes : la première fait référence à la gouvernance globale et la seconde à la gouvernance à l'intérieur des Etats.

Dans un premier temps, la gouvernance serait un mode de résolution des problèmes d'action collective, se définissant comme étant la capacité de coordonner des activités et de réaliser le changement. Dans un second temps, la notion de gouvernance se réfère à l'expression de bonne gouvernance qui, selon la Banque Mondiale et les différentes agences d'aide au développement qui en font la promotion, signifie le rôle relatif de l'Etat au profit de la société civile. La gouvernance englobe l'Etat tout en le transcendant, en incluant aussi le secteur privé et la société civile.

Il y a deux conceptions de la bonne gouvernance qui s'affrontent en Afrique et qui reflètent deux philosophies de redistribution du pouvoir.

La première conception est celle mise en œuvre par la Banque mondiale bâtie autour de la notion de « *good governance* ». La deuxième peut être résumée sous le vocable décentralisation.

La Banque Mondiale pour les besoins de son action, fait appel à la transparence et à la bonne gestion de deniers publics. Il s'agit d'une approche financière et comptable qui réduit la gouvernance à une dimension technique et une recherche d'efficacité. Mieux utilisées, les ressources disponibles devraient générer une dynamique économique.

La gouvernance dénommée décentralisation vise à réorganiser les relations entre le centre et les périphéries régionales. Ainsi, la décentralisation offre une nouvelle géographie de la répartition des pouvoirs, des attributions dévolues aux pouvoirs centraux et locaux, en particulier par la distribution des compétences financières.

La Bonne gouvernance signifie transparence et obligation des gouvernants de rendre compte. Pour assurer une Bonne Gouvernance, il faut améliorer les conditions de vie et de travail, surtout des fonctionnaires dont la vulnérabilité est une des sources de la corruption, qui est un indice de la Mal Gouvernance.

La corruption est aussi bien publique que privée, elle affecte toutes les couches de la société, ainsi que les populations urbaines et rurales.

La bonne gouvernance joue un rôle déterminant dans la lutte contre la corruption. Il est nécessaire de développer la volonté politique de combattre la corruption par les dirigeants politiques, de réintroduire la moralité dans tous les aspects de la vie publique, de mettre en place une administration puissante et protégée, basée uniquement sur le mérite, de promouvoir des institutions indépendantes puissantes susceptibles de résister à la corruption.

3. RÔLE DES ACTEURS POLITIQUES ET SOCIAUX

Les fondateurs de l'Association MOBILISER POUR LA DEMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE sont préoccupés par le silence de ceux qui se taisent, de ceux qui sont muselés, de ceux qui manquent des moyens nécessaires pour faire écouter leur voix. En effet, nombreux Tchadiens sont condamnés au silence par un système oppressif ou par l'ignorance, qui ne leur permet pas d'élever la voix.

Les fondateurs de MDBG estiment qu'ils ont l'obligation de parler à la place des silencieux, de ceux qu'on oblige à se taire.

Ce silence est une aubaine pour le pouvoir, d'investir tranquillement dans l'armement et dans les dispositifs de destruction, les ressources qui devraient être destinées à la paix, à l'éducation, à la santé et au développement de l'infrastructure dans le pays. Le pouvoir enfreint la dignité et les droits humains quand s'appliquent des mesures qui menacent le futur commun, et que, sans prendre en compte les tendances irréversibles et les points de non-retour, il met en danger la vie et la santé de nos enfants et de nos petits-enfants.

Le Tchad a besoin de la démocratie et de bonne gouvernance, non pas de modèles de fabrication étrangère appliqués précipitamment, sans que ne règnent ni la justice ni la sécurité. Ce n'est pas suffisant de proclamer « l'empire de la loi ». Les lois doivent être justes et pour cela, la liberté d'expression est nécessaire. Pour que les lois justes s'appliquent avec diligence, il est indispensable, en même temps, que la sécurité soit suffisante. Fréquemment, on passe du système de sécurité totale en liberté nulle, qui caractérise les régimes autocratiques et autoritaires, au système de liberté totale et sécurité nulle.

Les principes démocratiques demandent, pour une mise en marche correcte, la participation populaire. Et pour pouvoir participer, c'est nécessaire de savoir, que « l'éducation est la clé de la liberté ». En absence de développement éducatif, culturel et socio-économique adéquat, la participation civique dans la prise des décisions n'est que symbolique ou inexistante, et les institutions démocratiques perdent tout sens au point de se dégrader et de rester en représentation formelle.

Pour obtenir une démocratie authentique, il est nécessaire que les organes du gouvernement garantissent à tous la liberté, la sécurité et la protection juridique.

Le respect des droits humains, particulièrement des minorités, et le fonctionnement efficace de la justice, sont les piliers de la gouvernabilité démocratique : ni technocratique, ni oligarchique, ni ploutocratique, ni dynastique.

Les fondateurs de MDBG veulent contribuer à la création et/ou au renforcement d'une dynamique de lutte contre la mal gouvernance, le népotisme et la violation des droits de l'homme et participer à une synergie fonctionnelle de tous les acteurs politiques et sociaux en vue de l'instauration d'une véritable démocratie et une bonne gouvernance. Ils entendent s'engager dans une régulation harmonieuse des rapports en vue de l'instauration d'un Etat de droit capable de combattre toutes les dérives, de créer des structures de paix, de réconciliation nationale et de lutte contre l'impunité. Cet Etat de droit doit considérer l'ensemble du pays non pas comme une Nation unitaire mono-ethnique, idéalement homogène, mais comme une formation synthétique ayant vocation de réaliser l'agrégation de toutes les zones culturelles, historiques, économiques et sociales. Le processus de formation de l'Etat-Nation a agrégé toutes les ethnies au point qu'elles cessent d'être des sociétés globales claniques pour devenir des divisions provinciales. S'agissant de l'ethnie, elle a avec les autres ethnies, dans un Etat-Nation, de nombreux traits nés de l'agrégation. Rester membre d'une ethnie pour mieux être membre d'un Etat-Nation peut se comprendre s'il s'agit d'échapper à l'impersonnalité qu'impose la situation. La dialectique de l'universel et du singulier peut s'appliquer à cette situation : l'universel ce n'est pas seulement ce qui vaut universellement, c'est aussi le propre de ce qui existe en communauté avec les autres, qui peut comprendre et être compris. L'universel n'est pas extérieur au particulier, il lui est au contraire immanent. Ainsi, conflit et ajustement sont le revers et l'envers d'une même pièce. Ils s'opposent tout en existant simultanément.

Tous les acteurs politiques et sociaux doivent aider une société nouvelle à naître dans le mouvement même de celle qui doit disparaître. Les prémices de cette nouvelle société doivent apparaître dans la synergie fonctionnelle de tous les acteurs, car l'avenir, est ce qui travaille les cristallisations du passé constitutives du présent pour en faire surgir le futur. Tous les acteurs

politiques et sociaux doivent contribuer à la promotion d'une culture démocratique et d'une culture politique démocratique.

Malgré les diverses approches que l'on pourrait prévoir et auxquelles l'on devrait reconnaître une valeur intrinsèque, du fait de leur représentativité de l'option d'une culture dans son propre contexte, l'on peut dire qu'il n'y a pas de démocratie viable sans une authentique culture de la démocratie. Dans cette culture de la démocratie paraissent devoir prendre forme quatre concepts fondateurs : le civisme, la tolérance, l'éducation et la libre communication des idées et des formes. « Le renouveau du civisme n'est pas un sous-produit, mais au contraire un présupposé de la démocratie...Le civisme, c'est le courage, l'amour de la vérité, la conscience toujours en éveil, la liberté intérieure et la responsabilité librement assurée vis-à-vis de la chose publique » disait le Président Vaclav Havel. Il appert donc que la dimension éthique de la citoyenneté est un signe de notre humanité, un substratum universel de la démocratie.

La culture démocratique se fonde sur la tolérance, c'est-à-dire la connaissance et l'acceptation des autres. Elle est la volonté de vivre avec autrui. Les identités culturelles sont loin d'être des arbres monochromes. Les plus riches entre elles portent les gènes et les fruits des cultures les plus éloignées, des civilisations les plus disparates. La tolérance ne signifie pas simplement la patience à l'égard des autres, elle implique le respect pour la beauté et très souvent la justesse et la complémentarité de leur culture. La tolérance est donc aussi bien une attitude éthique qu'esthétique, elle commande l'intégration sociale et nationale.

La vraie culture démocratique ne récusé aucune identité particulière, qu'elle soit ethnique, religieuse, linguistique ou culturelle, pas plus qu'elle ne doit se développer au détriment des fondements nationaux, des solidarités collectives et des espérances communes. Elle laisse seulement à chacun la possibilité de se définir par des appartenances plurielles et librement assumées.

Il est clair que la culture démocratique, qui définit l'homme comme un être capable de choix, ne peut se développer librement sur le terrain infertile de l'ignorance, pas plus qu'elle n'a de chance de fleurir dans une société qui resterait fragmentée en multiples isolats, incapables de communiquer entre eux autrement que par le préjugé et la violence. L'éducation est au cœur même de la culture démocratique.

Enfin, la libre circulation des hommes doit permettre à chacun de choisir ses formes de vie et d'expression, d'être le sujet de sa vie personnelle et de son histoire collective ; la liberté d'information et d'expression représente la pierre angulaire de l'édification de la culture démocratique, dans la mesure où elle seule peut assurer la transparence indispensable à l'exercice des choix et des responsabilités.

Les acteurs politiques et sociaux doivent aussi développer une culture politique démocratique. La culture politique démocratique ne concerne pas l'activité des partis politiques seulement sous l'angle de leurs responsabilités en matière d'éducation des citoyens. Sa diffusion et surtout sa consolidation dans les mentalités politiques sont aussi pour une bonne part, fonction de la façon dont ces partis politiques agissent sur la scène politique.

Tous les acteurs politiques doivent comprendre, qu'une action politique, quelles que soient les raisons qu'elle se donne, ne peut être légitime que dans la mesure où elle contribue effectivement à améliorer la situation des citoyens et à garantir leur liberté et leur sécurité. Ils doivent aussi comprendre, qu'ils ne peuvent prétendre contribuer à la formation d'une Nation solide, moderne et démocratique, si leurs actions se fondent sur des principes qui affaiblissent la cohésion nationale en cristallisant les différences ethniques, régionalistes, religieuses, etc. Enfin, les acteurs politiques doivent comprendre que s'ils peuvent légitimement nourrir l'ambition de préserver ou de conquérir le pouvoir, ils sont tenus cependant à le faire dans le cadre du respect scrupuleux des principes démocratiques.

4. LE RÔLE DES INTELLECTUELS

Nous sommes dans une situation particulièrement difficile et fragile. Les universitaires et les intellectuels ont une responsabilité politique et sociale. Ils doivent participer à la quête de la renaissance de leur pays et de l'Afrique, et à l'instauration de la démocratie.

Jusqu'à-là, ils sont frappés d'ostracisme au bénéfice des cadres administratifs. Leur trajectoire est pourtant porteuse d'espoir pour l'avenir du pays, malheureusement, ils n'ont pas la possibilité de participer à l'émancipation des populations. Souvent ils fonctionnent dans des institutions contrôlées par l'Etat, d'où l'impossibilité de libre production intellectuelle.

Aussi assiste-t-on au triomphe de la médiocrité, de la paupérisation et de la clochardisation intellectuelles. Ils sont réduits à un silence qui peut paraître complice. Ils n'ont qu'une seule alternative : soit ils cohabitent complaisamment avec le régime parce qu'ils sont en quête des postes ministériels ou de gestion, leur seule activité intellectuelle étant la prise de parole politique pour flagorner le prince, ce qui entraîne la brouille et le malentendu avec ceux qui veulent rester libres et exercer leur liberté intellectuelle ; soit ils s'exilent. La cohésion intellectuelle porteuse de la modernité se trouve ainsi fissurer.

Beaucoup d'universitaires n'ont pas adhéré aux principaux partis politiques d'opposition car ils considèrent que ces partis ont peu ou prou des relents ethniques ou régionalistes, manquent pour la plupart de programme et/ou d'idéologie, et se soucient peu de la formation politique de leurs militants.

Il est temps que les intellectuels, les universitaires jouent un rôle primordial : aider la démocratie à bâtir la liberté. Ils doivent jouer le rôle d'avant-garde. On ne peut pas réussir à organiser les forces de progrès et promouvoir la démocratie sans leur participation.

Les étudiants, les enseignants, les travailleurs des milieux scientifiques et artistiques, les journalistes, les intellectuels d'une manière générale sont les promoteurs de la démocratie. Ils sont condamnés à participer activement à l'éducation politique des populations.

CONCLUSION

Nous payons aujourd'hui le prix de l'obscurantisme, il nous faut payer le prix de la lumière. Nous payons le prix de la guerre, il nous faut maintenant payer le prix de la paix. Nous payons à présent le prix de la tyrannie. Il nous faut payer le prix de la liberté, le prix de l'égalité, donc le prix de la démocratie.

Nous devons agir à temps. Si nous n'agissons pas aujourd'hui, demain peut-être trop tard. Il faut oser. Oser savoir et savoir oser. Savoir pour prévoir. Prévoir pour prévenir.

Combien de temps encore pourrons-nous nous permettre le luxe de ne pas agir ? Avons-nous calculé le prix de l'inertie, de l'inaction, de l'absence de l'éthique de l'avenir ?

Le sort des générations futures dépend de notre habilité à relier la vision du futur aux décisions du présent. Regarder le monde tourné vers l'avenir, c'est se donner les moyens d'accomplir une mission éthique décisive pour nos descendants. Parce que si nous n'agissons pas à temps, nos enfants n'auront pas le temps d'agir.

Président de l'association MDBG

Prof. T. Ngakoutou Ngon Ngakoutou